

*Le budget—M. Loïselle*

répondre aux priorités nouvelles et permanentes de notre pays.

Quel genre de Canada devons-nous laisser à nos enfants? Un Canada avec des programmes sociaux auxquels nous sommes attachés. Nous devons leur laisser un niveau de vie élevé et nous devons leur laisser la liberté économique, la souveraineté chez nous et le respect à l'étranger ainsi qu'un gouvernement sensible, raisonnable et responsable. Voilà le Canada que nous nous devons de laisser à nos enfants. Et le Budget, monsieur le Président, est conçu de manière à s'attaquer à un problème national de grande envergure qui empêche les Canadiens de jouir d'un meilleur avenir pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Ce problème, c'est notre dette publique importante et croissante.

Il y a 20 ans seulement, le Canada n'avait aucun déficit et notre dette totale après un siècle de confédération ne s'élevait qu'à 18 milliards de dollars. Les frais de service de notre dette étaient largement à l'intérieur de nos moyens. C'est peu après que le problème a commencé, donc il y a une vingtaine d'années, celui des déficits annuels. Ces derniers étaient relativement faibles au début, mais cependant d'année en année ils ont augmenté, ont commencé à imposer leur fardeau. En 1984, la dette de 18 milliards de dollars avait atteint près de 200 milliards. Le déficit annuel dépassait 38 milliards.

A l'heure actuelle, la dette de 320 milliards exerce d'importantes pressions sur l'économie et sur notre capacité d'offrir aux Canadiens et aux Canadiennes les programmes sociaux qui nous distinguent. La triste réalité qui caractérise la dette, c'est qu'elle enferme le pays dans un cercle vicieux. Chaque année, on demande un effort supplémentaire aux Canadiens pour produire des recettes nouvelles, qui servent uniquement à défrayer l'intérêt sur une dette croissante.

La question que tous les députés doivent se poser est donc la suivante: Avons-nous le droit de laisser cette dette énorme en héritage aux générations futures? Il est facile d'emprunter aux générations futures, monsieur le Président, parce qu'elles n'ont pas voix au chapitre. Elles n'ont pas de droit de vote. Pourtant, ce sont elles qui devront subir les conséquences si nous n'agissons pas.

Monsieur le Président, le gouvernement progressiste conservateur était conscient de la gravité du problème de la dette lorsqu'il est entré en fonction il y a quatre ans et demi. Nous avons pris des mesures pour maîtriser ce problème. Nous avons éliminé les programmes qui n'avaient plus leur utilité. Nous avons réduit le gaspillage et rendu l'administration publique plus efficace. L'ensemble des dépenses de programmes a diminué en proportion du revenu national.

Nous avons aussi mis fin à des échappatoires fiscales offertes aux entreprises et aux particuliers à revenu éle-

vé. Nous avons réduit le déficit annuel, et ce dernier a particulièrement fortement diminué par rapport au revenu national. Ainsi, au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1989, le déficit s'établissait à 28,9 milliards, près de 9,5 milliards en deçà du niveau de 1984-1985.

Notre programme budgétaire a été mis en oeuvre dans le cadre d'un plan global à long terme ayant pour but de donner à l'économie la vigueur qui lui est nécessaire dans un monde en évolution rapide et de plus en plus concurrentiel. Depuis 1984, nous bâtissons des fondations solides sur lesquelles les Canadiens peuvent asseoir leur potentiel économique.

Nous avons modernisé le cadre réglementaire des entreprises. Nous avons réformé le système de l'impôt fédéral, et nous avons négocié l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Nous avons encouragé la recherche et le développement et amélioré les programmes de formation professionnelle. Nous sommes aussi parvenus, monsieur le Président, grâce à notre action économique, à instaurer un climat permettant aux Canadiens d'affronter les défis économiques d'un monde où la concurrence est sans pitié.

*[Traduction]*

On a pu voir que les Canadiens avaient fort bien répondu. Depuis 1984, ils ont créé 1,5 million de nouveaux emplois et notre économie s'est développée plus vite que celle de la plupart des autres nations industrialisées. Nous avons fait ces progrès ensemble, en tant que gouvernement et en tant que nation, parce que nous avons fait des choix difficiles et pris des mesures radicales pour résoudre nos problèmes économiques et financiers.

Le premier objectif financier de notre gouvernement est de limiter la dette publique en réduisant le déficit et en renforçant les politiques qui nous ont permis de faire des progrès financiers.

Mais ces progrès sont menacés par les pressions inflationnistes, ici et ailleurs. C'est à cause de ces pressions que les taux d'intérêt à court terme ont augmenté. Ils seront beaucoup plus élevés cette année qu'on ne le soupçonnait généralement il y a seulement quelques mois. Au début de 1988, la plupart des économistes pensaient que la chute boursière d'octobre 1987 entraînerait un ralentissement de la croissance des économies industrielles, lesquelles se maintiendraient à un niveau plus durable. Nulle part, ni au Canada ni dans les autres pays industrialisés, les économistes n'avaient prévu une croissance aussi rapide et les pressions inflationnistes qui en résultent. La croissance a été très forte et, au Canada et ailleurs, on a resserré la politique monétaire pour limiter l'inflation. Il ne faut pas oublier la flambée de l'inflation et des taux d'intérêt au début des années 80, l'écroulement de la confiance économique, l'anéantissement de la croissance économique et de la création